

(N<sup>o</sup> 27.)

---

## SÉNAT DE BELGIQUE.

---

SÉANCE DU 28 DÉCEMBRE 1888.

---

### Premier Feuilleton de Pétitions.

---

**M. Van Ockerhout**, 1<sup>er</sup> Rapporteur.

N<sup>o</sup> 1. — Le Conseil communal de Breedene demande que l'interdiction, faite par le Gouvernement, de laisser paître les bêtes à cornes dans les dunes du littoral, soit levée.

Même demande des Conseils communaux de Clemskerke et de Vlisseghem.

CONCLUSIONS DU RAPPORT :

*Renvoi à M. le Ministre des Finances.*

N<sup>o</sup> 2. — Des éleveurs de moutons de la commune de Vlisseghem demandent l'établissement de droits d'entrée sur les laines de mouton et l'augmentation des droits existant sur les moutons et les brebis.

CONCLUSIONS DU RAPPORT :

*Renvoi à M. le Ministre des Finances.*

N<sup>o</sup> 3. — Des bourgmestres et échevins des communes de Saint-Gilles (Waes), Clinge, Meerdonck, Vracene, Verrebroeck, Kieldrecht, Doel, Calloo, Melsele et Zwijndrecht exposent les inconvénients que présente l'application de l'article 29 du décret impérial du 16 décembre 1811 portant règlement de la police pour

les polders, et proposent comme remède à cet état de choses la suppression du mot « fossés » dans le texte de l'article visé.

CONCLUSIONS DU RAPPORT :

*Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics, en recommandant la pétition à un examen bienveillant.*

**M. Montefiore Levi, 2<sup>e</sup> Rapporteur.**

N° 4. — Les président et secrétaire du Cercle des anciens étudiants de l'Institut supérieur de commerce d'Anvers signalent les conséquences graves qui résulteraient, pour les finances du pays, de la dissolution de l'Union latine qui expire le 31 décembre 1890, si le Gouvernement n'assurait la transformation de notre système monétaire avant l'échéance de ce contrat ; les pétitionnaires préconisent à cette fin l'adoption de l'étalon d'or et engagent le Gouvernement à s'occuper sans retard des mesures à prendre, afin que la dissolution de l'Union latine ne provoque pas en Belgique une crise sérieuse.

CONCLUSIONS DU RAPPORT :

*Renvoi à M. le Ministre des Finances, en appelant sur cette pétition sa plus sérieuse attention.*

N° 5. — Par pétition datée de Liège, des négociants en tabacs exposent les démarches qu'ils ont faites, avec l'appui de la Chambre de commerce de Liège, Huy et Waremme, auprès de M. le Ministre des Finances, pour que le bénéfice d'entrepôts particuliers, accordé aux liquides alcooliques, soit étendu aux tabacs exotiques en feuilles, ainsi que le prévoit l'article 8 de la loi du 4 mars 1886 sur les entrepôts de commerce. Les pétitionnaires sollicitent l'intervention du Sénat afin de faire prévaloir auprès de M. le Ministre des Finances le bien-fondé de leur requête.

CONCLUSIONS DU RAPPORT :

*Renvoi à M. le Ministre des Finances, en réclamant pour cette pétition un bienveillant examen.*

N° 6. — Les bourgmestres, échevins et conseillers communaux et des électeurs généraux de Lesves et de Bois-de-Villers exposent que le Conseil d'administration de la Société des Chemins de fer vicinaux avait donné son approbation au projet d'établissement d'une ligne de Namur à Fosses par Malonnes, Bois-de-Villers et Sart-Saint-Laurent, avec embranchement vers Saint-Gérard par Lesves ; les pétitionnaires protestent contre l'abandon de ce projet et la pré-

férence donnée par cette Société à une ligne directe reliant Namur à Fosses en passant par Buzet et Sart-Saint-Laurent.

CONCLUSIONS DU RAPPORT :

*Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics.*

N° 7. — Les Vice-Président et Secrétaire de l'Association de la Presse belge demandent la suppression de la taxe de 5 p. c. perçue par l'administration des postes sur le prix d'abonnement des journaux transmis par son intermédiaire.

CONCLUSIONS DU RAPPORT :

*Renvoi à M. le Ministre des Chemins de fer, Postes et Télégraphes, en émettant l'espoir qu'un accueil favorable sera réservé à la demande des pétitionnaires.*

**M. Hardenpont, 3<sup>e</sup> Rapporteur.**

N° 8. — Par pétition datée de Franchimont, la nommée Lavaux, Céline, veuve du sieur Monchet, sollicite un secours.

CONCLUSIONS DU RAPPORT :

*Ordre du jour.*

N° 9. — Le Conseil communal de Strépy-Bracquegnies émet un vœu en faveur de l'amnistie des condamnés à la suite des grèves de 1886.

CONCLUSIONS DU RAPPORT :

*Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

N° 10. — Par pétition datée de Mons, le sieur Brunin, Roger, expose qu'une quantité considérable de terres, jadis boisées, continuent à ne payer que l'impôt foncier de la classe la moins élevée bien que, depuis leur défrichement, elles aient acquis une valeur relative qui devrait les faire ranger dans une classe supérieure. Le pétitionnaire demande la présentation d'une loi permettant la revi-

sion, par parcelles, de la valeur locative pour les propriétés non bâties comme pour les autres.

CONCLUSIONS DU RAPPORT :

*Renvoi à M. le Ministre des Finances.*

N° 11. — Le sieur Callens, ouvrier à Kain-lez-Tournai, expose que, contrairement aux prescriptions de la loi sur la milice, ses deux enfants, ses seuls soutiens, ont été incorporés en 1885 dans l'armée et que toutes les instances qu'il a faites pour obtenir le renvoi d'un de ses fils dans ses foyers, sont restées sans résultat; le pétitionnaire demande que son fils cadet, qui a comme l'aîné parfait son temps de service actif, soit rayé des contrôles de l'armée.

CONCLUSIONS DU RAPPORT :

*Renvoi à M. le Ministre de la Guerre, en recommandant la pétition à toute sa bienveillance.*

**M. le Comte Emile d'Oultremont, 4<sup>e</sup> Rapporteur.**

N° 12. — Le sieur E. Jacobs, ancien secrétaire de la commune de Haesdonck, prie itérativement le Sénat de vouloir bien examiner la situation de la Caisse de prévoyance des secrétaires communaux; le pétitionnaire demande que dans le cas où la situation de cette caisse serait trouvée prospère, une augmentation de pension soit octroyée aux fonctionnaires mis à la retraite par suite d'infirmités.

CONCLUSIONS DU RAPPORT :

*Renvoi à M. le Ministre des Finances et à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*

N° 13. — Par pétition datée de Trazegnies, le sieur Félix Fourneau, ex-gendarme, sollicite l'intervention du Sénat pour obtenir un emploi dans une administration de l'Etat.

CONCLUSIONS DU RAPPORT :

*Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

N° 14. — Par pétition datée de Namur, des loueurs de voitures demandent la

revision des dispositions légales relatives à la taxe concernant les chevaux au service des loueurs de voitures.

CONCLUSIONS DU RAPPORT :

*Renvoi à M. le Ministre des Finances.*

N° 15. — Par pétition datée de Laeken, le sieur D'heydt, pensionné de l'État, sollicite l'intervention de la Législature pour obtenir la revision de sa pension.

CONCLUSIONS DU RAPPORT :

*Renvoi à M. le Ministre des Chemins de fer, Postes et Télégraphes.*

N° 16. — Le Conseil communal d'Anderlecht sollicite l'agrandissement des installations de la gare de Cureghem et demande que les expéditions de marchandises puissent y être faites par tarif n° III.

CONCLUSIONS DU RAPPORT :

*Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics, et à M. le Ministre des Chemins de fer, Postes et Télégraphes.*

N° 17. — Le sieur Van Snick, président de la Société « l'Union commerciale de Schaerbeek et de l'arrondissement », prie la Législature d'interdire le cumul des fonctions salariées par l'État.

CONCLUSIONS DU RAPPORT :

*Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*

N° 18. — Les membres du comité de l'Association libre des secrétaires communaux de l'arrondissement de Verviers combattent les conclusions du rapport présenté par M. Maus, directeur général honoraire, concernant la situation financière de la caisse des secrétaires communaux. Les pétitionnaires soumettent à la Législature un mémoire en réponse au rapport précité et émettent l'espoir que l'examen de ce travail convaincra la Législature du bien-fondé de leurs réclamations. Ils renouvellent leur demande relative aux relèvements des traitements et forment le vœu qu'il soit donné suite au projet de loi déposé en 1876.

N° 18<sup>bis</sup>. — Le Président de l'Association luxembourgeoise des Secrétaires communaux combat les conclusions du rapport présenté par M. Maus, directeur général honoraire, concernant la situation financière de la Caisse des

Secrétaires communaux. Le pétitionnaire appelle l'attention de la Législature sur le mémoire élaboré par M. Alfred Melon, en réponse au rapport précité et demande que dans la nouvelle loi sur les pensions de cette catégorie de fonctionnaires, il soit inséré une disposition qui admettrait l'employé communal, appelé aux fonctions de Secrétaire communal, à verser la retenue statutaire pour ses années de services antérieurs et à faire compter ces années pour la supputation de sa pension.

CONCLUSIONS DU RAPPORT :

*Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique et à M. le Ministre des Finances.*

N° 19. — Les vice-présidents et secrétaire du Cercle des Indépendants de Schaerbeek sollicitent l'intervention de la Législature à l'effet de hâter la division du canton de Saint-Josse-ten-Noode et l'érection d'un nouveau canton de justice de paix ayant son chef-lieu à Schaerbeek.

CONCLUSIONS DU RAPPORT :

*Renvoi à M. le Ministre de la Justice et à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*

**M. Terlinden, 5<sup>e</sup> Rapporteur.**

N° 20. — Le volontaire Bauweraerts, congédié du 1<sup>er</sup> régiment de chasseurs à pied par réforme, pour infirmité contractée par le fait du service, sollicite l'intervention du Sénat pour obtenir une pension.

CONCLUSIONS DU RAPPORT :

*Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.*

N° 21. — Le sieur François Lefèbvre, de Pipaix, ancien combattant de 1830, sollicite une pension.

CONCLUSIONS DU RAPPORT :

*Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*

N° 22. — Le sieur Leynen-Hougaerts demande que la police de la capitale soit confiée au Gouvernement.

Même demande du sieur Waerhert.

CONCLUSIONS DU RAPPORT :

*Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*

N° 23. — La dame Adolphine Brouez, veuve du sieur Basin, ancien brigadier de gendarmerie, demande à profiter de la situation créée aux veuves des gendarmes par la loi portant institution d'une caisse de secours pour les veuves et orphelins de la gendarmerie.

CONCLUSIONS DU RAPPORT :

*Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.*

N° 24. — Le sieur Schiettecatte, soldat pensionné, résidant à Vilvorde, sollicite une augmentation de pension du chef des services qu'il a rendus en 1839 et en 1848 et qu'il demande à supputer comme campagnes de guerre.

CONCLUSIONS DU RAPPORT :

*Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.*

N° 25. — Les président et secrétaire de l'Association patriotique nationale d'anciens officiers et sous-officiers demandent le remplacement du recrutement actuel de l'armée par le service personnel obligatoire.

CONCLUSIONS DU RAPPORT :

*Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.*

N° 26. — Le sieur Dejonckheere, Henri, se plaint d'un déni de justice.

CONCLUSIONS DU RAPPORT :

*Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

N° 27. — En présence de l'excellente situation des finances de l'Etat, le Conseil communal de Fayt-lez-Seneffe demande le rétablissement des subsides de l'Etat en faveur de l'enseignement primaire, tels qu'ils l'étaient avant la loi de 1884.

Même demande des administrations communales de Breedene, Clemskerke, Mariakerke et Vlissegheem.

CONCLUSIONS DU RAPPORT :

*Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*

**M. le Baron de Crombrughe de Looringhe, 6<sup>e</sup> Rapporteur.**

N° 28. — Les Président et Secrétaire de la Chambre des notaires de l'arrondissement de Courtrai demandent itérativement l'unité du ressort pour le notariat.

N° 28<sup>bis</sup>. — Les Président et Secrétaire de la Chambre des notaires de l'arrondissement de Neufchâteau transmettent le vœu émis par cette Chambre en faveur de l'unité du ressort notarial.

N° 28<sup>ter</sup>. — Des notaires de l'arrondissement de Louvain prient le Sénat de reprendre la discussion du projet de loi apportant des modifications à la loi du 25 ventôse an XI sur le notariat et d'y introduire l'unité de ressort.

CONCLUSIONS DU RAPPORT :

*Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

N° 29. — Le sieur Pierre Van den Bossche, à Mouscron, sollicite l'intervention du Sénat pour se faire rendre justice.

CONCLUSIONS DU RAPPORT :

*Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

N° 30. — Des cultivateurs de Noordschoote (arrondissement de Furnes) et de Reninghe demandent : 1° l'établissement d'un droit d'entrée sur les grains, les lins et les houblons ; 2° l'affectation de ces droits et des droits existant sur les viandes étrangères, au dégrèvement des charges qui pèsent sur l'agriculture, et 3° une extension du droit électoral en faveur des agriculteurs pour leur permettre de choisir leurs mandataires au mieux des intérêts agricoles.

CONCLUSIONS DU RAPPORT :

*Renvoi à M. le Ministre des Finances et à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*

( 9 )

N° 31. — Le sieur Geeraerts, secrétaire communal à Bilsen, prie le Sénat de voter, dans le cours de la présente session, la proposition déposée en 1876, relative à l'amélioration de la position des secrétaires communaux, et, à ce défaut, de vouloir bien tout au moins déterminer les appointements de ces fonctionnaires proportionnellement à la population.

CONCLUSIONS DU RAPPORT :

*Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*

N° 32. — Le Conseil communal de Stavele (arrondissement de Furnes) préconise certains travaux à exécuter à l'Yser, en vue de prévenir les inondations qui se produisent annuellement sur le parcours de cette rivière ; il prie la Législature de voter un crédit à cette fin.

CONCLUSIONS DU RAPPORT :

*Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics.*

*Le Président,*  
Vicomte DE NAMUR\_D'ELZÉE.